Zoom
sur

[L'ICP décrypte] Guerre et paix : le grand basculement géopolitique

La guerre au Moyen-Orient révèle un monde en mutation, où l'ordre international hérité du XXe siècle s'effrite. À l'ICP, enseignants et étudiants décryptent ces crises pour en comprendre les enjeux et penser des voies de paix. Entretien avec Cécile Dubernet et Grégoire Le Quang.

Recevez l'actualité de l'ICP !

Je choisis mes centres d'intérêts



Cécile Dub

Professeur extraordinaire

Cécile Dubernet est professeure extraordinaire à la Faculté de Sciences sociales, d'Économie et de Droit (FASSED) de l'ICP. Ses travaux de recherche s'inscrivent dans le domaine des sciences sociales, avec une attention particulière portée aux enjeux contemporains de société, à la transformation des conflits et la protection des civils en zone de guerre. Elle dirige le diplôme universitaire Intervention civile de paix et co-dirige le master Géopolitique, Paix et Sécurité, des formations qui s'inscrivent dans la dynamique de ses recherches.

En savoir plus



Grégoire L

Maître de conférences en Histoire à l'ICP

Grégoire Le Quang est maître de conférences en histoire contemporaine, enseignant-chercheur à la Faculté des Lettres de l'ICP. Spécialiste des violences politiques et de la non-violence, ses travaux de recherches se concentrent sur les violences politiques, le terrorisme et les mouvements sociaux dans l'Italie des année 1960 – 1980, ainsi que sur leur impact sociétal et mémoriel. Il dirige le master Histoire : Crises, pouvoirs et sociétés, qui prolonge directement son domaine d'expertise.

En savoir plus



© Unsplash

INTERNATIONAL RECHERCHE FORMATION

La guerre actuelle au Moyen-Orient n'est pas un conflit de plus, mais le symptôme d'un monde en train de disparaître, celui de l'ordre international d'après 1945, du multilatéralisme et de la sécurité collective. **Ce basculement traverse toutes les disciplines enseignées à l'Institut Catholique de Paris (ICP)**, de l'ingérence internationale à la géoéconomie du pétrole, en passant par le sort des populations civiles.

Pour répondre à ces défis, l'ICP propose deux masters dédiés, Géopolitique, Paix et Sécurité, et Histoire : Crises, pouvoirs et sociétés, **qui offrent aux étudiants les clés pour analyser les dynamiques contemporaines et imaginer des réponses concrètes**. Entretien avec leurs directeurs, Cécile Dubernet, spécialiste des questions de paix, et Grégoire Le Quang, expert de la non-violence.

Un monde en bascule : conflits et transformations géopolitiques

La guerre actuelle au Moyen-Orient est fréquemment interprétée comme le symptôme d'un monde en bascule. Elle constitue en réalité un révélateur des transformations profondes à l'œuvre dans les équilibres internationaux depuis le début du XXI^{e} siècle.

De nombreux observateurs considèrent que l'agression russe à grande échelle contre l'Ukraine, le 24 février 2022, marque l'entrée dans une nouvelle séquence historique. Le politologue libanais Ghassan Salamé en propose une formule frappante à travers le titre de son livre *La tentation de Mars* (Fayard, 2024). Cette expression renvoie à l'affaiblissement du droit international et des mécanismes collectifs de garantie de la paix, hérités de l'après-1945.

L'idée de « sécurité collective », lorsqu'elle cesse d'être soutenue par un ensemble de puissances convergentes, **tend aujourd'hui à s'effacer au profit d'une logique de puissance, marquée par le retour des impérialismes et des nationalismes autoritaires**, évolution symbolisée, entre autres, par la deuxième présidence de Donald Trump.

Toutefois, si l'on adopte une distance historique plus large, **les crises majeures du XX^{e} siècle ont régulièrement servi de point de départ à la construction de nouveaux ordres institutionnels** : la Société des Nations fut la réponse à la Première Guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies et le Tribunal de Nuremberg à la Seconde. **À ce titre, la paix constitue une urgence politique et intellectuelle au moins aussi impérieuse que la préparation militaire.** L'histoire démontre que la construction d'un nouvel équilibre mondial débute toujours avant la fin de la guerre en cours.

Sur le plan géopolitique, la guerre au Moyen-Orient peut s'analyser selon plusieurs échelles. Elle **s'inscrit d'abord dans une confrontation de plusieurs décennies entre Israël et l'Iran**, relayée par les acteurs régionaux alliés de Téhéran (Hezbollah, Hamas, Houthis du Yémen). **Elle illustre également l'accélération d'une rivalité systémique** entre les États-Unis, encore première puissance militaire mondiale, et un axe composé de la Chine, de la Russie et de l'Iran, lequel propose une alternative autoritaire à l'ordre international dominé par l'Occident. **Elle révèle enfin la tentation de dirigeants fragilisés de recourir à la guerre comme instrument de consolidation du pouvoir et de renouveau d'une légitimité politique**.

Cette recomposition des équilibres s'accompagne d'une mutation profonde des formes de violence. Aujourd'hui, la guerre ne se limite plus aux affrontements armés : elle articule des dimensions militaires, politiques et informationnelles, qui s'entrecroisent dans une véritable hybridation des stratégies.

> *« Chaque phase de guerre ouverte nourrit une pensée de la paix que l'humanité entrevoit depuis Kant et les réflexions des Lumières. À nous d'imaginer le monde de demain sans attendre la prochaine catastrophe. » Grégoire Le Quang*

Violence, paix et état de droit : enjeux contemporains

Cette reconfiguration de la conflictualité ne signifie pas une rupture totale avec le passé. Les historiens de la « culture de guerre », à l'image de George Mosse et d'Annette Becker, **ont montré comment la proximité des combats peut transformer durablement les sociétés et leurs sensibilités**, jusqu'à la « brutalisation » des comportements collectifs, ce qu'Annette Becker traduit par le terme d'« ensauvagement ».

Ce phénomène se poursuit aujourd'hui, tout en excédant le front militaire au sens strict : il traverse les institutions, met à l'épreuve l'état de droit et affecte la vie politique interne des États. Le vote du Parlement israélien du 30 mars 2026 réactivant la peine de mort, dans un contexte visant de fait les Palestiniens, illustre la manière dont l'exception sécuritaire peut fragiliser les principes juridiques fondamentaux. De même, la décision du gouvernement Trump en septembre 2025 de rebaptiser le ministère de la Défense en « ministère de la Guerre » manifeste un retour assumé à une rhétorique de puissance et de confrontation, légitimant la violence par l'affirmation militaire.

> *« Qu'ils soient des leaders autoritaires, des puissances émergentes ou défensives, un nombre croissant de responsables politiques recourent à la menace ou à la violence politique, au sein de leur pays comme à l'international. Or la violence produit plus souvent du chaos, de la destruction et parfois du génocide que de la paix. » Cécile Dubernet*

Il est alors essentiel de comprendre que c'est notre vision même de la violence qui est limitée. La violence contemporaine ne se manifeste pas seulement sur les champs de bataille : elle est aussi structurelle. **La corruption, la pauvreté, le racisme, la misogynie, la destruction environnementale et l'exploitation débridée du vivant produisent des formes de mort lentes et massives, qui tuent bien plus que le terrorisme ou la guerre.**

Face à ces dynamiques, **la question de la non-violence s'inscrit dans une réflexion plus large sur la mobilisation collective**. Inspirée notamment par la pensée de Gandhi, la non-violence est **envisagée comme une stratégie durable pour résister à l'abus de pouvoir et à la domination injuste**. Elle suppose un effort persévérant et collectif, capable d'éveiller les consciences et de briser l'indifférence.

La construction de la paix suppose quant à elle le temps long de la négociation et la patience politique. C'est l'un des thèmes centraux du séminaire « Urgence, crises, exception : histoire des idées politiques et juridiques », animé par Marie Goupy et Virginie Sansico, qui interroge les conditions juridiques et intellectuelles de l'exception sans la naturaliser. Dans cette perspective, **la paix n'est pas l'effet mécanique d'une victoire militaire ; elle est une élaboration politique et normative, fondée sur la reconnaissance mutuelle et le dépassement de la logique de force.**

Le rôle des forces armées s'est lui-même transformé en ce sens. Il ne se limite plus à la conduite de l'art de la guerre. **Il intègre désormais la prévention, la gestion des crises et la compréhension des environnements politiques, sociaux et culturels**. Les séminaires portés par Bénédicte Chéron, « Crises politiques, médias et opinions publiques » et « Acteurs et outils de la sécurité », illustrent cette évolution vers une approche élargie du fait militaire, attentive aux articulations entre défense, société et politique.

Dans cette dynamique de réflexion sur la conflictualité et la construction de la paix, le cycle de conférences Les Soirées du politique, organisé chaque année par Sophie Enos-Attali et Sylvie Bukhari de Pontual et consacré cette année au thème « Au-delà des armes », **constitue un espace de débat autour des grands enjeux contemporains**. Il interroge les conditions d'une pensée de la paix dans un monde traversé par la violence, en abordant notamment les enjeux du désarmement nucléaire, les formes de bienveillance dans les relations internationales et les rapports entre sport, guerre et paix.

Dans un monde traversé à la fois par des guerres visibles et des violences diffuses, penser la conflictualité dans toutes ses dimensions (militaire, politique et informationnelle) **est une condition indispensable pour reconstruire une culture de paix lucide et durable.**

Écoutez notre podcast "Au coeur du savoir, 10 raisons d'espérer" avec Grégoire Le Quang et Etienne de Poncins, Ambassadeur de France, en poste à Kiev lors du déclenchement du conflit en 2022 :

Former à comprendre et agir : l'approche de l'ICP

Face à ces défis, la formation des futures générations de chercheurs, décideurs et citoyens devient un enjeu clé. À l'ICP, la formation à la compréhension des conflits contemporains s'appuie sur une approche résolument interdisciplinaire et engagée. Elle vise à **doter les étudiants de clés pour décrypter la complexité du monde actuel tout en leur offrant le recul historique indispensable à toute analyse rigoureuse**.

Ce regard long, par exemple sur la lente désagrégation du droit international bâti depuis plus d'un siècle ou sur les logiques de domination qui traversent les sociétés, **permet de saisir comment certaines puissances relèguent aujourd'hui ces acquis au**

rang d'antiquité politique. Ce travail de compréhension s'amorce dès la première année de licence Histoire – Science politique, avec un cours consacré aux guerres et aux paix du XX^{e} siècle, ainsi que dans le parcours Science politique de la licence Sciences sociales, à travers des enseignements tels que « Non-violence et politique », « Gestion de crise et analyse des conflits » et « Enjeux contemporains du monde ».

En tant qu'enseignants-chercheurs, nous souhaitons transmettre à nos étudiants une vision globale des conflits. Ils sont invités à étudier le travail de chercheurs (historiens, sociologues, anthropologues, théologiens, politistes et juristes) qui les analysent dans leurs profondeurs multiples, ou à rencontrer des professionnels qui partagent leur expérience du terrain.

> *« Ces échanges, complétés par des stages et des immersions, visent à développer une véritable écoute et une capacité d'analyse autonome. En somme, il s'agit d'apprendre à observer, à comprendre avant d'agir, à penser et à garder son calme face à la complexité du réel. » Cécile Dubernet*

En master, l'approche se fait plus réflexive et interdisciplinaire : les conflits deviennent de véritables objets de recherche, étudiés à travers des perspectives variées (historique, politique, philosophique et géopolitique) grâce à l'expertise de nos enseignants-chercheurs tels que Marie Goupy, Bernard Bourdin, David Copello, Marie-Hélène Chevrier et Ioannis Georgikopoulos. **Les études de cas mobilisent des sources multiples et des dispositifs pédagogiques interactifs, afin d'ancrer l'analyse dans les débats actuels.**

Le master Géopolitique, Paix et Sécurité, présent sur les campus de Paris, Reims et Rouen, **propose une approche pluridisciplinaire de l'étude des violences contemporaines. Les étudiants y explorent les enjeux géopolitiques, mais aussi les dimensions technologiques** (drones, IA), **économiques et énergétiques qui reconfigurent les équilibres internationaux**. L'enseignement, dispensé en partie en anglais et par des professionnels, inclut des modules de cartographie, cybersécurité, gestion de crise et veille stratégique. La seconde année permet aux futurs experts de **se spécialiser en Analyse et Veille stratégique** (Paris), **Sécurité - Défense** (Reims) ou **Transformation des conflits** (Rouen).

Dans le même esprit, le master Histoire : Crises, pouvoirs et sociétés, proposé à Paris, **articule réflexion théorique et analyse pratique autour des notions de guerre, de paix et de non-violence. L'objectif : comprendre les logiques de domination et développer des approches actives pour lutter contre la violence sous toutes ses formes**. La démarche repose sur un travail de recherche mené sur deux années, à travers la rédaction d'un mémoire original.

> *« Les sujets ne tournent pas nécessairement autour des enjeux contemporains, mais s'y rattachent souvent, comme la question du rapatriement des enfants de Daech, la médiatisation des attentats terroristes ou la question israélo-palestinienne dans les milieux militants » Grégoire Le Quang*

Si la guerre demeure la cible première de cette réflexion, d'autres formes de crises sont également explorées : sociales, économiques, sanitaires et écologiques. Dès la rentrée 2027, un nouveau module intitulé « Les crises économiques, sanitaires, écologiques : enjeux de la transition écologique et développement soutenable » offrira aux étudiants du master Histoire : Crises, pouvoirs et sociétés une perspective renouvelée sur ces problématiques, en lien avec les grands défis du monde contemporain.

Au-delà de la formation académique, l'accent est mis sur l'éthique et la professionnalisation, grâce à des stages et à la collaboration avec des spécialistes. **Par cette complémentarité entre recherche, réflexion critique et formation technique, l'ICP forme des acteurs capables d'appréhender la complexité des enjeux mondiaux avec esprit critique et sens des responsabilités, des étudiants prêts à comprendre, agir et transformer le monde en transition.**

> Découvrez le master Géopolitique, Paix et Sécurité

> Découvrez le master Histoire : Crises, pouvoirs et sociétés

Vos questions fréquentes sur la guerre au Moyen-Orient et nos explications

Quelle est la cause du conflit entre Israël et l'Iran ?

La rupture entre Israël et l'Iran remonte à la révolution islamique de 1979. Auparavant alliés, les deux pays sont entrés dans une confrontation de plusieurs décennies, marquée par une guerre par procuration menée à travers des groupes armés régionaux. L'Iran soutient le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, tandis qu'Israël s'inquiète du programme nucléaire iranien. Cette rivalité idéologique et stratégique structure aujourd'hui les équilibres géopolitiques régionaux.

Pourquoi l'Iran attaque-t-il d'autres pays du Moyen-Orient ?

L'Iran n'attaque pas directement les pays voisins, mais projette son influence à travers un réseau de groupes armés alliés. Cette stratégie mobilise des acteurs tels que le Hezbollah au Liban, les Houthis au Yémen, ou encore des milices en Irak et en Syrie. En soutenant ces organisations, Téhéran étend son empreinte régionale et conteste l'hégémonie américaine et israélienne sans engager ses propres forces armées, une approche qui lui permet de maintenir son autonomie stratégique.

Pourquoi la guerre au Moyen-Orient en mars 2026 ?

L'année 2026 marque un tournant avec le lancement, le 28 février, de frappes conjointes américano-israéliennes sur l'Iran. Cette offensive intervient après l'échec des négociations entre Washington et Téhéran portant sur le programme nucléaire iranien et le soutien aux groupes armés régionaux. L'administration Trump, appuyée par le gouvernement Netanyahu, justifie cette intervention par la volonté d'éliminer la menace nucléaire iranienne, ouvrant une confrontation directe inédite depuis 1979 et plongeant la région dans l'instabilité.

Publié le 15 avril 2026 – Mis à jour le 6 mai 2026

A lire aussi

À LA UNE
FORMATION
INTERNATIONAL
RECHERCHE
Tous les tags